



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N° 544 /2014/DDPP**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre VII du livre I du Code de l'Environnement portant dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions et le titre 1er du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles L. 171-8, L. 511-1, R. 512-39-1 à R. 512-39-3 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 modifié réglementant les activités de la S.A.S. BEL MAILLE pour son site ZI de la Villette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES ;

VU le jugement du Tribunal de commerce de Roanne en date du 16 octobre 2014 décidant la liquidation judiciaire avec arrêt des activités le 17 octobre 2014 de la S.A.S. BEL MAILLE pour son site ZI de la Villette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES et désignant Maître Geoffroy BERTHELOT liquidateur ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 octobre 2014, suite à l'inspection réalisée le 16 octobre 2014 sur le site de la S.A.S. BEL MAILLE, ZI de la Villette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la S.A.S. BEL MAILLE, implantée ZI de la Villette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES n'a pas déclaré la cessation des installations conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il existe sur le site des produits ou stocks présentant un danger pour l'environnement (produits de lavage, de blanchiment, colorants, produits de teinture, eaux et boues des bassins de pré-traitement...) ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** Maître Geoffroy BERTHELOT, liquidateur judiciaire de la société BEL MAILLE, implantée ZI de la Villette, Rue Clément ADER sur la commune de RIORGES est mis en demeure de suivre les prescriptions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 modifié et des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement sous 3 mois :

- en transmettant à l'inspection le dossier de cessation d'activité des installations dressant un historique géographique précis des activités exercées sur le site et réalisant en conséquence un inventaire précis des produits, des stocks et déchets encore présents sur le site, les diagnostics sur les sols et les eaux souterraines nécessaires et indiquant les mesures prises pour la mise en sécurité du site notamment aux abords des deux bassins de pré-traitement. Ce dossier intégrera également les zones occupées actuellement par l'entrepôt de la nouvelle société de transports MAISONHAUTE LOGISTICS qui font historiquement partie des installations de la société BEL MAILLE. Il devra permettre en recensant les contraintes d'exploitation, les réseaux... d'identifier les risques (incendie...), vis-à-vis de cet entrepôt.
- en évacuant par des organismes agréés et vers des installations autorisées tous les produits, stocks présents et déchets.
- en transmettant à l'inspection les justificatifs d'évacuation de tous les déchets, produits et stocks présents sur le site (bordereaux d'élimination des déchets ou justificatifs de cession pour les produits ou stocks réutilisables).

**ARTICLE 2 :** En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 5 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de RIORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

- 6 NOV. 2014

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- S.A.S. BEL MAILLE

ZI de la Villette

rue Clément ADER

42153 RIORGES CEDEX

- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE

- Monsieur le maire de RIORGES

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono